



HAL
open science

Ce que le discours sur la “ censure ” empêche de voir. Les contraintes éditoriales différenciées pesant sur deux émissions de télévision en Russie.

Ivan Chupin, Renata Mustafina

► To cite this version:

Ivan Chupin, Renata Mustafina. Ce que le discours sur la “ censure ” empêche de voir. Les contraintes éditoriales différenciées pesant sur deux émissions de télévision en Russie.. L’invisibilisation de la censure. Les nouveaux modes de contrôle des productions culturelles (Bélarus, France, Maroc et Russie), sous la direction de Yauheni Kryzhanouski, Dominique Marchetti et Bella Ostromooukhova., 3, pp.91-123, 2020, Collection “Études et travaux”, 9791096982165. halshs-03368400

HAL Id: halshs-03368400

<https://shs.hal.science/halshs-03368400v1>

Submitted on 15 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

& ÉTudes Travaux 2020

CE QUE LE DISCOURS SUR LA « CENSURE » EMPÊCHE DE VOIR

LES CONTRAINTES ÉDITORIALES DIFFÉRENCIÉES PESANT SUR DEUX ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION EN RUSSIE

IVAN CHUPIN* & RENATA MUSTAFINA**

* Laboratoire Printemps (Professions, institutions temporalités),
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines/CNRS

** CERi– Centre de recherches internationales, Sciences-po/CNRS

*Nous remercions les relecteurs et relectrices de cet ouvrage
ainsi que Françoise Daucé pour la discussion de cet article.*

Études et travaux d'Eur'ORBEM, décembre 2020, pp. 91-123

La « censure en Russie » est devenue une notion « écran » (Collovald, 2002, p. 198), largement mobilisée dans le discours médiatique et politique tant à l'intérieur du territoire national qu'à l'étranger. Les médias en Russie sont le plus souvent dépeints par les spécialistes et les acteurs eux-mêmes (journalistes, défenseurs des droits de l'homme) comme étant fortement dépendants du pouvoir¹. Nul ne conteste que la plupart des médias appartiennent à l'État ou aux actionnaires qui lui sont proches² et qu'il existe des agences de contrôle étatique sur la production médiatique comme Roskomnadzor (Daucé, 2017). Cependant, l'affirmation d'une dépendance directe et totale a été peu questionnée d'un point de vue empirique.

D'ailleurs, si les observateurs et les acteurs se focalisent autant sur la question de l'état du champ médiatique et de la « liberté de la presse », c'est essentiellement pour questionner la « nature » du régime³. En effet, dans les diverses typologies des régimes hybrides (Diamond, 2002 ; Levitsky & Way, 2010), on retrouve une importance spécifique accordée au fonctionnement des médias. Ce type de critères permet d'évaluer le caractère plus ou moins « démocratique » (ou plus ou moins « autoritaire ») d'un régime et la « censure » sert ainsi d'indicateur important pour classer la Russie sur l'échiquier des régimes politiques⁴.

Cette focalisation sur la censure directe prend tout son sens si on la met en relation avec les thèses de la supposée continuité entre les médias pendant la période soviétique et ceux de la période de Vladimir

1. Pour les premiers, voir notamment les travaux de Azhgikhina (2011), Lipman, Kachkaeva & Poyker (2018) sur le sujet, et pour les seconds, ceux de : (Svetova, 2009 ; Human Rights Watch, 2018).

2. Sur l'histoire de la structuration du champ médiatique en Russie post-soviétique, voir Zassoursky (2004).

3. Il convient d'ailleurs de rappeler que la censure et l'autocensure ne sont aucunement des spécificités russes ou post-soviétiques. Il existe de nombreux cas constatés de censures économiques et politiques dans d'autres contextes historiques (Durand *et al.*, 2006 ; Martin, 2016) et au sein des démocraties contemporaines (Champagne & Marchetti, 2002). Sur la France, voir Halimi (1997) et le texte de Jérôme Berthaut dans cet ouvrage ; sur le cas de la BBC, voir Elliott *et al.* (1983) cité dans Simons & Strovsky (2006).

4. Pour la critique technique des index des régimes, voir Munck et Verkuilen (2002).



Poutine (Oates, 2007). Il a existé tout un appareillage de censure sous le régime soviétique (Bljum, 1994, 2000) avec la mise en place de la *Glavlit* (Direction générale des affaires de presse et d'édition) dès 1922 et ses nombreuses réincarnations postérieures. Ce système existait, du reste, dès l'époque impériale s'appuyant sur plusieurs chartes de censure (1804, 1826 et 1828), ainsi que des règlements provisoires relatifs à la censure (1862, 1865 et 1882), dont les premiers étaient inspirés de textes existant ailleurs en Europe, notamment en France sous Louis XVIII (Zakharova & Pauthe, 2016).

Cependant, si dans l'Empire russe ou à l'époque de l'Union Soviétique la censure était incarnée par des institutions, matérialisée sous la forme de postes de censeurs, de listes de littératures à confisquer et/ou proscrire, inscrite dans des espaces physiques particuliers des « *specxran* » des différentes bibliothèques⁵, ces pratiques et cette censure institutionnalisées ont cessé dès 1990 (Simons & Strovsky, 2006), la censure étant formellement interdite dans la loi sur les médias de 1991. Depuis lors, le sujet de la censure a souvent été abordé en Russie à l'occasion de grands événements : la campagne présidentielle de 1996 (Belin, 2002 ; Zassoursky, 2004 ; Oates, 2006), la guerre de Tchétchénie (Malinkina & Douglas, 2000 ; Belin, 2001 ; Koltsova, 2000), la « guerre contre le terrorisme » entamée en 1999 (Simons & Strovsky, 2006) ou encore le contexte politique actuel en Tchétchénie (Rodina, 2015), voire lors du conflit armé en Ukraine (Strovsky, 2015 ; Boyd-Barrett, 2017). Sarah Oates parle de manière générale d'une autocensure « endémique » pour qualifier le fonctionnement contemporain des médias russes (Oates, 2013, p. 14). À la différence de ces travaux, cette recherche cible l'exercice plus ordinaire de la censure/autocensure, interrogeant des pratiques journalistiques hors des contextes de conflits politico-militaires.

5. Il s'agit de départements à accès restreint dans des bibliothèques contenant des livres qui posaient idéologiquement problème. On peut citer, par exemple, des livres en langues étrangères, des livres citant des auteurs communistes tombés en disgrâce, des livres des éditions étrangères. Voir Plamper, 2001.



Le cadre de la sociologie et ses outils théoriques invitent à dépasser cette vision de la censure comme simple indicateur de l'autoritarisme du régime et à nuancer les convocations parfois rapides de cette notion par de nombreux politistes ou ses usages politiques dans le cadre de la Russie contemporaine. Il s'agit d'un phénomène plus diffus, qui s'incarne dans la multiplicité et l'hétérogénéité des formes de contrôle, des contraintes qui pèsent sur les rédactions, des personnes et des pratiques journalistiques. Pour aborder ces questions, nous avons souhaité nous focaliser sur la télévision, c'est-à-dire un média particulièrement associé au pouvoir politique (Fossato, 2005 ; Koltsova, 2006 ; Mickiewicz, 2008 ; Burett, 2010). S'il existe également des phénomènes de censure à la radio et dans la presse écrite russe ou en ligne (Chupin & Daucé, 2017), le cas des chaînes de télévision semble plus spécifiquement propice à l'observation de ces dépendances à l'égard des champs politique et économique. C'est d'autant plus vrai que, depuis les années 2000, on assiste à un renforcement de la place de l'État et des capitaux mixtes dans l'espace médiatique russe (Vartanova *et al.*, 2016), dont la télévision qui domine les autres médias par l'importance de sa diffusion. Nous nous sommes concentrés sur deux chaînes : la Première chaîne (*Pervyj Kanal*), qui est détenue en grande partie par l'État (75 %), et la chaîne NTV, dont la majorité des parts appartient au holding Gazprom media⁶ et qui est très dépendante de l'État depuis les années 2000, en dépit de son passé marqué par sa sympathie à l'égard de l'opposition.

Nous nous focaliserons sur deux types d'émission très différentes, sans pour autant nous livrer à une étude comparée des contenus ; nous entendons plutôt regarder comment au travers de ces programmes peuvent s'opérer des modes d'interventions politiques bien distincts. Tout d'abord, c'est une émission d'entretiens, qui est présentée par Vladimir Pozner et porte le nom de son présentateur (*Pozner*) qui a

6. 100 % des parts de Gazprom media appartiennent à Gazprom, compagnie énergétique russe, qui domine le secteur du gaz naturel russe et détient le monopole sur les exportations de gaz naturel. L'État devient l'actionnaire majoritaire de Gazprom en 2005 (Hou, 2017).



été sélectionnée. Si celle-ci a été étudiée sous l'angle de la présence et de la participation des élites économiques (Lutsenko, 2018), il semble que les situations de censure ont davantage concerné des interviews de hauts fonctionnaires et de ministres.

Ensuite, nous avons retenu le cas des programmes de la chaîne NTV, qui relèvent davantage d'un genre autonome de « *zakazuxa* »⁷ en reprenant le terme employé par un ancien journaliste de la chaîne.

La première partie de l'analyse s'appuie sur l'étude d'une dizaine d'émissions animées par Vladimir Pozner⁸ que nous avons sélectionnées parce qu'elles mettaient en scène des fonctionnaires d'État et des hommes politiques. Elle est complétée par un entretien d'une heure et quart avec son présentateur⁹.

La deuxième partie s'appuie sur une analyse de contenu d'émissions de NTV¹⁰ et sur un entretien avec un ancien journaliste de la chaîne ayant accepté de commenter ce type de pratiques et dont nous avons conservé le caractère anonyme. À la différence du cas de l'émission Pozner, nous n'avons pas pu interviewer les producteurs de l'émission du fait de leur difficile accessibilité. Le corpus des émissions retenues résulte de sujets que des journalistes désignent d'une manière consensuelle sous la dénomination de *zakazuxa*. Les cas relèvent de la même émission « *ČP.Rassledovanie* »¹¹, présentée comme émission d'investigation et constituent en quelque sorte sa marque de fabrique, même si ces derniers temps ce genre n'est plus réservé uniquement à « *ČP.Rassledovanie* » et peut également apparaître dans les émissions « *Novye russkie sensacii* »¹².

7. « *Zakaz* » désigne le terme de « commande » et le suffixe « *-uxa* » rajoute un caractère ironique, dédaigneux et vulgaire au terme initial.

8. La liste est la suivante : Aleksandr Tkačev (2 juin 2011), Elena Mizulina (5 février 2012), Tina Kandelaki (6 février 2012), Dmitri Medvedev (4 juin 2012), Irina Jarovaja (22 avril 2013), Dmitrij Rogozin (23 novembre 2015), Aleksej Kudrin (07 novembre 2014), Alexej Puškov (5 octobre 2015).

9. L'entretien a été réalisé en français, langue que maîtrise parfaitement Vladimir Pozner.

10. Nous dressons plus bas la liste de toutes les émissions.

11. Littéralement, cela signifie une enquête (*rassledovanie*) sur un incident extraordinaire (abréviation *ČP*).

12. Littéralement cela signifie « Les nouvelles sensations russes » avec une forte



Cette plongée dans deux types de contenus très différents conduit à relativiser une vision directe des modalités de la censure. En effet, la censure *stricto sensu* comprise comme coupes effectuées au sein de l'émission relève plus de l'exception que de la règle. L'étude de « Pozner » montre davantage une pré-sélection des invités par la direction de la chaîne et l'intériorisation par le présentateur vedette d'un certain sens des contraintes. Dans le cas des programmes de NTV, on est en présence d'un journalisme de l'imagination semblable à celui de certains grands journaux commerciaux du XIX^e siècle en France (Palmer, 1983, pp. 23-63). Il ne s'agit pas de censurer en enlevant des éléments de réalité mais plutôt d'inventer un récit, une fiction¹³, afin de disqualifier moralement les adversaires du pouvoir. C'est donc la réactivation du « *kompromat* » (Favarel-Garrigues, 2014, pp. 188-193 ; Oates, 2017), une pratique héritée de l'URSS qui est une technologie politique de dévoilement de « documents compromettants pour discréditer les concurrents ».

« POZNER » : SAVOIR PROFITER DE LA DÉPENDANCE ?

Il est peu fréquent dans les médias français d'observer la présence de hauts fonctionnaires sur des plateaux de télévision, sans doute parce que ceux-ci sont astreints à un devoir de réserve du fait de leur fonction. L'espace médiatique russe présente donc l'originalité de donner à voir davantage de responsables de l'État incarnant une forme d'*accountability* devant les citoyens-télespectateurs.

L'émission « Pozner » qui existe depuis 2008 a d'abord été mise à l'antenne le mardi soir à minuit avant d'être diffusée le dimanche à 23 h. Selon son présentateur, l'audience s'élève à plusieurs millions de téléspectateurs. Si l'émission fait appel à des artistes, des chanteurs, des

dimension « scoop ».

13. Pour un autre exemple de ce travail de scénarisation, il est possible de lire le témoignage de Petr Pomerantsev. Ce réalisateur londonien se rend à Moscou pour travailler à la télévision russe et il décrit de manière critique le fonctionnement narratif de la télévision russe à la tour Ostankino à Moscou où il travaille d'abord pour la chaîne TNT. Il évoque ainsi la télévision russe du XXI^e siècle qui « mêle propagande et show business, courbes d'audience et autoritarisme » (Pomerantsev, 2014).

stars, des diplomates, des hommes de médias et des élites économiques, c'est essentiellement lors des prises de parole des représentants de l'État qu'ont pu se jouer des épisodes de censure.

*Un présentateur-vedette producteur freelance :
une indépendance par la dépendance ?*

Vladimir Pozner a d'abord été un journaliste assez peu connu à l'époque soviétique. Après avoir été le secrétaire d'un poète de renom, Samuil Maršak, il devint en 1961 un des responsables du département des publications politiques de l'Agence de presse Novosty. Il a ensuite travaillé à partir de 1963 pour *Soviet life*, un magazine bimensuel en anglais publié par les soviétiques et diffusé aux États-Unis en échange d'un magazine « Amérique » diffusé par les Américains en URSS (Pozner, 2015), ce qui lui permettait de beaucoup voyager et d'avoir une relative autonomie dans ses productions éditoriales. Après avoir travaillé trois ans pour un autre journal soviétique, *Sputnik*, il devint responsable du service nord-américain de Radio Moscou en 1970. De manière assez classique à cette époque (Daucé, 2012), le fait de travailler pour des médias en lien avec l'étranger ouvrait des possibilités éditoriales élargies comme il l'explique en entretien :

J'écrivais mon commentaire en anglais. De trois minutes. Personne ne faisait ça, je gagnais beaucoup d'argent. J'avais une grande liberté parce que la censure officielle ne lisait pas ce que j'écrivais parce que c'était en anglais. [...] Je pouvais parler assez franchement.

Entretien avec Vladimir Pozner, le 21 juin 2013, Moscou.

Si la carrière de Pozner se caractérise à cette époque soviétique par une importante fidélité au Parti auquel il adhère en 1967 pour le quitter en 1988, il développe dans son travail certaines dispositions qui le conduisent à être relativement indépendant et à apprendre à jouer sur les marges éditoriales dont il dispose. Ces pratiques et dispositions « autonomes » seront par la suite mobilisées dans sa carrière médiatique dans la Russie post-soviétique.

Sa notoriété doit beaucoup à la mise en place d'une série d'émissions diffusée à la fois sur la chaîne de télévision américaine

CNBC et par la télévision soviétique qualifiée de pont télévisuel (*telemost*) entre la Russie et les États-Unis en 1986. Cette expérience représentait un véritable enjeu politique au sein du Parti dans le contexte de la politique de *glasnost* de Mikhaïl Gorbatchev (Mickiewicz, 1999, pp. 66-67 ; Becker, 2016, pp. 58-59). La bonne pratique des langues étrangères de Vladimir Pozner, et tout particulièrement de l'anglais qu'il doit à son père¹⁴, lui a permis de présenter avec Phil Donahue, un animateur réputé de CNBC, cette série d'émissions regardées par huit millions de Russes. Il acquiert alors une forte visibilité médiatique. Il fut contraint de quitter la télévision soviétique, ayant confessé préférer Eltsine à Gorbatchev lors d'une interview par un journaliste américain au sujet des élections présidentielles. Vladimir Pozner partit travailler aux États-Unis en 1991 pour des chaînes de télévision américaines. À la suite d'un changement de directeur à CNBC, l'émission qu'il animait avec Phil Donahue fut soudainement interrompue en 1996 après le refus des présentateurs de modifier leur contrat. L'administration de la chaîne entendait leur dicter les sujets à traiter, ce qu'ils considéraient comme de la censure. Vladimir Pozner revint alors vers des médias russes.

Présentateur-vedette avec un capital international important, il est recruté en 1997 à la radio musicale Radio des Sept Collines » avant d'être contacté, en 2000, par les dirigeants de la Première chaîne¹⁵. Après avoir animé le talk-show « Les temps » (*Vremena*), il lance sa propre émission d'interview en 2008. La relation privilégiée et spécifique qui le liait à la Première chaîne dirigée par Konstantin Ernst, le PDG, lui confère d'importantes marges de manœuvre. Son contrat précise que Vladimir Pozner doit interviewer des personnalités

14. Vladimir Aleksandrovič Pozner, le père de Vladimir Pozner, est un juif d'origine russe émigré aux États-Unis. Il a fui au moment de la Révolution d'octobre. Durant la Seconde Guerre mondiale, il fut espion soviétique pour le compte du NKVD alors qu'il travaillait pour le gouvernement américain. Victime du maccarthysme, il revint en Europe à Berlin-Est, puis à Moscou en 1950. Vladimir Pozner est né en 1934 à Paris d'une mère française, Géraldine Luitten. Pour sa biographie, voir Pozner (2015).

15. Pozner a déjà travaillé en 1993 sur plusieurs émissions pour la première chaîne alors qu'il était aux États-Unis.



connues une heure une fois par semaine, 39 semaines par année. Il est producteur de sa propre émission et n'est donc pas salarié de la chaîne, ce qui lui permet d'être relativement indépendant dans ses choix éditoriaux. Cette situation de non-salariat découle d'ailleurs d'un choix de sa part.

[on discute de son passé au Parti communiste] ... J'ai trouvé ça difficile [...] Néanmoins, j'étais actif dans le Parti, j'essayais de faire des choses, de me battre contre ce que je n'aimais pas [...]. Je ne regrette pas. Je regrette d'avoir été dans la propagande. Mais après cette expérience, je me suis dit que plus jamais je ne serais membre d'aucun parti. Que jamais je ne servirais un gouvernement. Qu'en qualité de journaliste, j'allais essayer d'être fidèle à mon public, de dire la vérité. Il y a toujours la possibilité de prendre une mauvaise décision, c'est humain. Je crois qu'aujourd'hui, j'ai une certaine réputation parce que justement j'ai pu me conduire d'une certaine façon, ça fait 20 ans et aujourd'hui personne ne vous dira que je suis avec les uns ou les autres. Je suis avec moi-même, indépendant. C'est vrai que je suis indépendant parce que, dieu merci, je me suis fait assez d'argent pour l'être. Si jamais je perds mon travail, ça ne sera pas une tragédie au niveau de la vie. [...] C'est la Première chaîne qui achète mon programme. Alors le rédacteur en chef ne peut pas m'appeler et me dire... J'ai un contrat avec la Première chaîne. Je ne peux pas, d'après le contrat, travailler avec d'autres chaînes. Ça, c'est d'accord mais je n'ai pas de bureau, je ne vais pas au travail. J'y vais une fois par semaine pour faire mon émission mais sinon je travaille à la maison. Je signe un contrat et voilà [...]

– Ils n'ont jamais voulu vous salarier ?

– On a eu une fois une discussion avec M. Ernst et je lui ai expliqué que je lui avais promis de ne jamais être permanent avec qui que ce soit. Je lui ai dit que s'il insistait alors je devrais le quitter, mais il n'a pas insisté.

Entretien avec Vladimir Pozner, le 21 juin 2013, Moscou.

Cet extrait d'entretien met bien en avant l'indépendance éditoriale de Pozner qui n'est pas sans lien avec sa loyauté à la Première chaîne et sa promesse de contenu exclusif. En livrant le discours classique d'un journaliste qui ne prend pas parti, il met fortement en avant son indépendance par rapport à la Première chaîne, en soulignant les conditions de son contrat et le rapport distancié à son lieu de travail. Il dispose d'un patrimoine financier propre qui lui permet d'avoir davantage d'autonomie et de pouvoir gérer le risque de se retrouver sans travail au cas où son contrat viendrait à s'arrêter. Autrement



dit, Pozner bénéficie des moyens de son autonomie (nous verrons plus tard qu'elle est cependant limitée), ce qui lui procure ainsi qu'à son émission une stabilité particulièrement remarquable dans un contexte de transformations économiques et politiques très rapides du journalisme russe (Chupin & Daucé, 2017).

L'interview comme moyen de faire parler les hauts fonctionnaires

Le talk-show de Vladimir Pozner est en 2020 un format unique à la télévision russe (à l'exception de l'émission « Ligne directe avec le président »¹⁶), où sont invités des hauts fonctionnaires, des ministres et des hommes politiques. Combinant des questions critiques sur la biographie de la personnalité invitée, ses décisions, ses prises de parole, le présentateur utilise l'entretien pour contraindre son interlocuteur à rendre des comptes. Il le « met à nu », menant parfois l'échange sur la tonalité d'un interrogatoire afin de l'inviter à passer aux aveux.

Vladimir Pozner opère une présélection des invités qui exclut les représentants de l'opposition¹⁷. Ainsi, en acceptant *a priori* cette contrainte structurelle, c'est-à-dire des conditions implicites du choix des interviewés qui restreignent sa sélection, il dispose d'une marge de manœuvre importante pour pouvoir librement questionner et interroger ses invités. Il peut également jouer sur les différences de temporalités : Vladimir Pozner peut inviter certaines personnalités à deux ou trois reprises en fonction de l'actualité, lorsque ces dernières se retrouvent au cœur du débat public, du fait de leur récente prise de fonctions, d'une situation de crise (économique, agraire), de leur participation à la mise en place d'une loi qui peut faire débat.

16. La « Ligne directe avec le président » n'est pas une simple émission puisqu'elle constitue un dispositif particulier qui vise à construire, *via* un outil médiatique, l'image du président à l'écoute des citoyens et constitue, un rituel de légitimation important (Nikolski, 2010).

17. On peut retrouver des figures comme Alexeï Venediktov, rédacteur en chef d'une radio réputée être « proche de l'opposition ». Cependant, les hommes politiques comme Alexeï Navalny ne figurent pas parmi les invités.

Vladimir Pozner n'hésite pas à être conflictuel dans certaines interviews de hauts fonctionnaires ou de personnalités du monde des médias. Cela a été particulièrement visible lors de son émission avec Tina Kandelaki, présentatrice de télévision russe, et Irina Jarovaja, une députée de Russie unie. Il demande, par exemple, à la première pourquoi elle a accepté de signer une lettre contre le discrédit du système judiciaire et en défense du jugement prononcé à l'encontre de Mikhaïl Khodorkovski et Platon Lebedev¹⁸, perçus comme « prisonniers politiques » par de nombreux défenseurs des droits de l'homme mais accusés de fraude fiscale par les magistrats russes¹⁹. Il la force ensuite à se positionner dans ses rapports avec le pouvoir en lui demandant pourquoi elle s'est rendue en même temps au meeting de l'opposition place Bolotnaja en 2011 et au meeting de Poklonnaja Gora avec les partisans de Vladimir Poutine. Alors qu'il lui rappelle qu'elle a publiquement reconnu avoir voté pour Russie unie mais que le parti ne la satisfaisait pas vraiment, il l'invite à s'exprimer sur son rapport envers les leaders du Parti, Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev, « qui semblent l'arranger ». Il lui rappelle qu'elle participe à la Chambre Civile, l'institution censée représenter la « société civile » et son expertise auprès du pouvoir, ce qui traduit une certaine adhésion au régime. Il finit par lui demander si elle va diriger la télévision publique (*Obščestvennoe televidenie*), projet soutenu par Dmitri Medvedev. Elle répond alors de manière humoristique en riant qu'elle va aussi devenir ministre de l'Éducation.

Dans l'interview avec la députée Irina Jarovaja qui était à l'initiative de 110 lois, dont certaines jugées très restrictives²⁰, Vladimir Pozner

18. Sur l'affaire en question voir Sakwa, 2017.

19. Artem Kreččnikov, « Piš'mo v zašitu Khodorkovskogo vyzvalo skandal » [Une lettre pour défendre Khodorkovski a provoqué un scandale], BBC, Moscou, 4 mars 2011, [En ligne] URL : http://www.bbc.com/russian/russia/2011/03/110304_russia_letter_yukos.shtml

20. Elle s'implique notamment dans la promotion des lois sur la pénalisation de la calomnie, la loi sur les « agents de l'étranger » contrôlant davantage les ONG ayant le financement de l'étranger, la loi sur l'obligation d'enregistrement des blogs comme médias à partir d'un seuil particulier de lecteurs – lois jugées comme liberticides par de nombreux experts sur la Russie.

rappelle son ancienne appartenance au parti libéral d'opposition Yabloko. Elle dément tous les propos qui la réduisent à une « libérale » à ses débuts de carrière ayant soutenu Mikhaïl Khodorkovski. Après un débat sur les lois qu'elle propose et le fait que Vladimir Pozner les juge liberticides si on les compare à ce qui se fait dans d'autres pays comme l'Allemagne, son invitée finit par l'attaquer sur le fait qu'il ne serait pas vraiment russe, ce qu'il perçoit comme une forme d'antisémitisme.

Je ne savais pas qu'elle était comme ça. Pas du tout. C'était même antisémite. J'attendais qu'elle le dise mais elle ne l'a pas dit. [...] C'est ensuite que j'ai su que, quand on l'a invitée, elle n'a pas accepté de suite. Il y a eu une discussion parmi un groupe à la Douma [chambre basse du Parlement en Russie]. Et dix jours plus tard, elle a téléphoné pour dire qu'elle viendrait. Mais c'est ensuite que j'ai su qu'elle se préparait, que le but était de détruire Pozner. C'est pour ça qu'elle est venue. Je n'étais pas au courant.

Entretien avec Vladimir Pozner.

Pour résumer, d'un côté, l'ensemble de l'entretien et des questions-réponses avec Tina Kandelaki apparaît comme une manière pour l'animateur de démasquer son positionnement politique, la journaliste étant connue pour ses prises de position favorables au pouvoir en place alors qu'elle s'en défend pour se présenter de manière plus « neutre » politiquement. De l'autre, dans le cas d'Irina Jarovaja, l'enjeu pour Vladimir Pozner est de la présenter comme une députée peu fidèle à ses engagements libéraux de jeunesse. L'animateur insiste en effet sur les positions politiques dans les interviews et n'hésite pas à politiser le débat, en jouant sur la présentation que ces personnalités donnent d'elles-mêmes dans l'espace public.

En revanche, dans le cas de l'interview avec le président Dmitri Medvedev, la parole est beaucoup plus contrôlée, comme généralement dans les contextes d'entretien où les rapports de pouvoir sont inégaux. En même temps, la grande capacité d'« autocontrainte » de Vladimir Pozner pendant l'interview avec Dmitri Medvedev, lui permet de mener des échanges plus tendus avec d'autres personnalités incarnant l'État et s'inscrit dans l'ensemble des négociations qui entourent et contraignent l'émission dans la durée.



*La censure comme règle du jeu :
retour sur trois extraits d'émissions coupés*

Sur les quelque 240 invités recensés sur le site Internet de « Pozner », on trouve trois cas de censure visibles et manifestes, et un cas de censure que Pozner évoque, sans préciser le contenu censuré²¹. Ce programme est montré d'abord à l'Extrême-Orient du pays en direct. L'enregistrement passant ensuite plus tardivement sur les autres fuseaux horaires, la direction de la Première chaîne a la possibilité d'intervenir sur le contenu au cas où elle le jugerait utile. Sur les émissions enregistrées (dans le cas de la non-disponibilité de l'invité le jour de la diffusion en direct), l'intervention sur le contenu s'effectue directement au montage, sans qu'on puisse récupérer après, sur internet, les extraits censurés.

Un premier cas de censure remonte à l'émission du 17 mai 2010 où les mots de conclusion de Vladimir Pozner, qui soutenait que le deuil des victimes de la mine Raspadskaja aurait dû avoir un statut fédéral et non régional²², ont été coupés au montage. Un deuxième cas de censure intervient le 21 novembre 2010, lorsque l'animateur, dans son court commentaire de la dernière partie de l'émission (« *proščalka* »), critique les autorités russes pour leur réaction à l'extradition vers les États-Unis de Viktor But, un vendeur d'armes supposé.

Une des presque principales nouvelles de la semaine a été l'affaire de Viktor Bout – un citoyen russe qui a été soupçonné de commerce illégal d'armes et retenu pour ça deux ans dans les prisons thaïlandaises, et ensuite, mardi dernier, de manière tout à fait inattendue extradé vers les États-Unis. L'affaire a pris de l'ampleur. Le ministre des Affaires étrangères russe Lavrov a déclaré que les

21. Pozner mentionne qu'une partie de l'entretien avec le réalisateur Aleksandr Sokurov a été également coupée, mais il ne se rappelle pas de quoi il s'agissait. « *Sokurov sto raz prav, kodga stavit znak ravenstva meždu dissidentom i patriotom* » [Sokurov a 100 fois raison, quand il met le signe égal entre le dissident et le patriote], Pozner Online, 1^{er} décembre 2015, [En ligne] URL : <http://pozneronline.ru/2015/12/13297>

22. Le texte intégral de la conclusion coupée est accessible ici. « *Gost' programmy "Pozner" 17 maja Aleksandr Proxanov (video i text)* » [L'invité de l'émission « Pozner » le 17 mai Aleksandr Proxanov (vidéo et texte)], 17 mai 2010, [En ligne] URL : <http://vladimirpozner.ru/?p=3084>



États-Unis appliquaient deux poids deux mesures dans le cas de Bout. (Le député) Žirinovskij et les membres de son parti ont exigé la rupture des relations avec la Thaïlande et la révision de la relation avec les États-Unis. Ce qui veut dire qu'ils n'ont jamais autant défendu un citoyen russe, ce qui peut donner certaines idées. Mais qu'on les laisse de côté ces idées. Je ne sais pas si Bout est coupable ou non.

C'est le tribunal qui va en décider. Un tribunal américain qui a priori ne sera pas moins objectif qu'un tribunal russe. Ça ne me plaît pas, ni la façon d'intervenir du gouvernement thaïlandais, ni celle du pouvoir américain. Mais, pendant toute cette affaire et ce bruit, un étrange sentiment ne m'a pas quitté que je vais essayer d'exprimer maintenant. Est-ce que d'autres peuvent te traiter de manière humaine, traiter d'une façon digne tes citoyens si ces autres voient que toi-même, tes propres citoyens, tu ne les traites pas de manière humaine ? De quoi je parle ? De ceci. Prenons l'affaire de l'ancien vice-président de Ioukos Vasilij Aleksanjan. Combien de temps l'ont-ils gardé en prison ? Combien de temps l'ont-ils mis sous pression en dépit de sa lourde maladie, tout en se foutant totalement de l'opinion publique mondiale ? Encore un exemple. Combien de temps ont-ils gardé en prison la femme enceinte Svetlana Baxmina, lui refusant des rendez-vous avec sa petite fille – crachant totalement et sur l'opinion publique mondiale et russe ? Combien de temps ont-ils gardé en prison Sergueï Magnitski, indifférents à l'opinion publique, lui refusant une aide médicale, en conséquence de quoi, il est mort en prison ?

Il en va ainsi : quand le monde voit comment en Russie on traite les gens dont la culpabilité n'est pas prouvée, qu'on les traite non pas comme des humains mais de manière inhumaine, il n'y a pas lieu de s'étonner de la façon correcte ou incorrecte dont sont traités [...] dans le monde les citoyens russes.

Une question se pose : et quand nous traitons nous-mêmes nos propres citoyens d'une façon inhumaine, pourquoi n'entend-on pas protester le même Žirinovskij et ses compagnons de route ? Bonne chance à vous et faites de beaux rêves !²³

Le 7 février 2012, une partie de l'entretien réalisée avec Tina Kandelaki a été également retirée de l'antenne, cet extrait peut néanmoins être visionné sur internet où il a fait l'objet de nombreux commentaires, repris par d'autres journalistes. Vladimir Pozner y entame une discussion avec son invitée sur le thème de l'impossibilité d'inviter l'opposant Navalny sur la Première chaîne de télévision et ce, à un moment d'intenses mouvements de protestations contre le

23. « Pozner ne proščaetsja » [Pozner ne dit pas au revoir], *The New Times*, n° 40, 29.11.10, [En ligne] URL : <https://newtimes.ru/stati/others/820c63920e47c6717fa9ca68026609af-pozner-ne-proshaetsya.html>



pouvoir²⁴. Il y explique que l'on autorise certains médias comme la radio Ekho Moskvyy [l'Écho de Moscou] et le journal *Novaja Gazeta* à inviter des opposants alors qu'on refuserait ce type de liberté à la Première chaîne, du fait de sa plus forte audience auprès du public. Alors que Tina Kandelaki lui propose de créer une plateforme pour organiser une émission avec Navalny, il insiste sur l'impossibilité de le faire sur la Première chaîne et la pousse à y réfléchir. Vladimir Pozner lui demande si, derrière ces interdictions, on ne retrouve pas le Kremlin, ce à quoi elle se refuse de répondre. On est donc en face d'une censure d'un extrait d'émission dans lequel la question des dépendances plus directes de la chaîne à l'égard du pouvoir central est donnée à voir très explicitement.

Si « la censure n'est jamais aussi efficace que lorsqu'elle ignorée comme telle, c'est-à-dire lorsqu'il existe une censure sur la censure, ce qui n'est pas vraiment possible dans les sociétés de type démocratique » (Champagne & Marchetti, 2002, p. 6), les censures de l'émission « Pozner » suscitent des débats publics : à côté des commentateurs extérieurs qui reprennent et reviennent sur les passages censurés, il existe également une importante communication de la part de l'animateur qui accepte volontiers les entretiens voire organise des conférences de presse pour donner une publicité à ces censures. Ainsi, à l'issue de la censure dans son émission avec Tina Kandelaki, Vladimir Pozner a organisé une conférence de presse dans laquelle il a déclaré qu'il ne tolérerait pas d'autres censures de son programme. Cela dit, les censures de ce type, effectuées une fois le direct réalisé rendent visible la coupure et tendent à neutraliser l'efficacité politique de telles pratiques. C'est ce qu'exprime l'animateur dans sa conférence de presse lorsqu'il se félicite qu'on puisse regarder l'extrait censuré sur internet : « C'est devenu un non-sens de couper des bouts d'émission », commente-t-il devant la presse²⁵.

24. Sur les protestations de 2011-2012 contre les falsifications électorales voir, par exemple, Bikbov, 2012, Arxipova, Alekseevskij (dir.), 2014.

25. « Posner Threatens to Cancel Show Over Censorship », *The Other Russia*, 08.02.2012, [En ligne] URL : <http://www.theotherussia.org/2012/02/08/posner-threatens-to-cancel-show-over-censorship/>



En revanche, s'il profite d'une certaine liberté qui lui est octroyée par la direction de la Première chaîne, d'autres forces politiques revendiquent de contrôler ses prises de parole et de le rappeler à l'ordre. Ainsi, son commentaire critique sur la loi dite « Dima Jakovlev²⁶ », plus précisément un lapsus calculé en utilisant l'expression de « *Gosdura* » (au lieu de *Gosduma*)²⁷ fait scandale. Alors qu'il s'attendait à être censuré lors de l'édition de son émission où il avait initialement prononcé le propos jugé injurieux de « *Gosdura* », il n'en a rien été :

Le plus intéressant, c'est que le programme Pozner du 23 décembre 2012 [émission en question où il prononce le terme de « Gosdura »] n'a pas été diffusé en direct [...]. C'était un de ces cas où j'ai dû enregistrer un invité en avance, parce qu'il ne pouvait pas être en direct le dimanche. Ce qui aurait pu permettre d'enlever le passage avant la diffusion. Mais Konstantin Lvovič Ernst [le PDG de la Première chaîne] ne l'a pas fait. Lui seul pouvait le faire. Heureusement, j'ai ce privilège selon lequel, à part lui, personne ne peut s'immiscer dans mon texte. Il m'a appelé et m'a dit qu'il ne changerait rien parce qu'il était d'accord avec chacun de mes mots²⁸.

Toutefois, à la suite de ce scandale, quatre députés de quatre partis représentés à la Douma (Russie unie, KPRF, Russie juste, LDPR) proposent sans succès en janvier 2013 de faire passer une loi interdisant aux journalistes avec une double citoyenneté de travailler à la télévision russe. Igor Zotov, député de Russie juste et l'un des initiateurs de cette proposition de loi, a souligné que « si quelqu'un, et il ne s'agit pas obligatoirement de Pozner, se met à exprimer une opinion d'une façon incorrecte envers une des instances du pouvoir d'État, je serais le premier à amener cette loi à la Douma et à faire en sorte

26. La loi dite Dima Jakovlev, adoptée le 28 octobre 2012, introduit un moratoire sur l'adoption des enfants russes par les Américains. Il s'agit, selon le parlement russe, d'une réponse à la loi Magnitski, adoptée par le Congrès américain en 2012 qui prévoit d'appliquer des sanctions financières et des interdictions de visa contre les fonctionnaires russes suspectés d'être impliqués dans le décès de l'avocat Sergueï Magnitski, symbole de la lutte contre la corruption du système politique, en 2009.

27. « *Gosdura* » est une contraction de « *gosudarstvennij* » (étatique) et de « *dura* » (idiote) remplaçant le terme de « *gosduma* » (parlement d'État).

28. « Vladimir Pozner : Konstantin Ernst byl soglasen s kajdym moim slovom » [Vladimir Pozner : Konstantin Ernst a été d'accord avec chaque mot], *Kommersant.ru*, 26.02.2013, [En ligne] URL : <https://www.kommersant.ru/doc/2135715>



qu'elle soit acceptée »²⁹. Vladimir Pozner a dû présenter lors de son émission des excuses aux membres de la Douma pour ce lapsus.

*Sens des limites et intériorisation de la contrainte :
une conception de la responsabilité journalistique*

La relative faiblesse de la censure dans l'émission « Pozner » s'explique largement par le travail permanent d'autocensure et le sens des limites de son présentateur. En effet, celui-ci décrit de manière très lucide l'espace des contraintes éditoriales dans lequel il travaille. Certes, aux débuts de son émission, à partir de 2008 et surtout en 2009, Vladimir Pozner a invité des personnalités étrangères comme Hillary Clinton ou certaines figures politiques nationales jugées « libérales » comme Mikhaïl Gorbatchev, Mixail Proxorov ou encore Aleksej Venediktov, rédacteur en chef de la radio Exo Moskvyy [l'Écho de Moscou], ainsi que d'autres représentants de ce que l'on qualifie souvent d'opposition « faisant partie du système »³⁰ (Sergej Mironov ou Vladimir Žirinovskij par exemple), voire de l'opposition tout court comme Grigorij Javlinskij³¹. Cependant, par la suite, les invitations se sont davantage resserrées autour de personnalités moins politiques et plus liées à l'État³². Vladimir Pozner reconnaît en entretien ne pas pouvoir inviter de représentants de l'opposition :

29. « "Zakon Poznera" poka ne budet prinjat, xotja on uje gotov » [La loi Pozner pour l'instant ne va pas être adoptée, bien qu'elle soit prête], *Rbk.ru*, 26.01.2013, [En ligne] URL : <https://www.rbc.ru/politics/28/01/2013/570402b99a7947fcbd445077>

30. L'opposition russe « hors système » est celle qui n'a pas accès aux institutions politiques et dont les représentants ont du mal à s'affirmer en tant qu'acteurs politiques. Elle se différencie de l'opposition « du système » (sistemnaja oppozicija), autrement dite « parlementaire » constituée du Parti communiste, du Parti Russie juste et du Parti libéral-démocrate qui considèrent le régime de Vladimir Poutine comme légitime.

31. Un des auteurs des réformes de libéralisation économique au début des années 1990, longtemps dirigeant et ensuite leader du parti politique Yabloko, parti d'orientation libérale, régulièrement représenté à la Douma dans les années 1995-2003. Critique fervent du régime politique actuel.

32. Ce type de personnalités était déjà invité dès les débuts à l'image de Jurij Lužkov, à l'époque maire de Moscou, mais elles deviennent plus fréquentes dans les années 2015-2016. Il y a quand même quelques exceptions, comme, par exemple, l'entretien avec Elena Panfilova, directrice du bureau russe de Transparency International, présentée souvent comme faisant partie de la « cinquième colonne » qui est interviewée à plusieurs reprises.



Ici, il y a des gens que je ne peux pas inviter (...) on sait que je ne peux pas inviter M. Navalny. Je ne peux pas me permettre ça, on va me dégommer. C'est très simple. Mais, en même temps, c'est opaque car on ne vous le dira jamais officiellement.

Dans une réunion officielle de février 2011 entre des journalistes et Vladimir Poutine, ce dernier a déclaré ne pas être hostile à ce que des voix de l'opposition, comme celle de Gary Kasparov ou de Boris Nemtsov³³, se fassent entendre. Or, dans les faits, Vladimir Pozner décrit une véritable contrainte qui pèse sur le PDG de la Première chaîne Konstantin Ernst :

Il sent très bien ce qu'il peut faire ou pas. Il y a une autocensure d'un côté. De l'autre côté, il y a de l'expérience, de la connaissance, des conversations. Il ne faut pas prendre de risques. Il connaît les limites. Il a des ennemis, il le sait. S'il fait un faux pas, il va être attaqué parce qu'il y a d'autres gens qui veulent prendre sa place. Oui. Tout ça, ça joue.

Entretien avec Vladimir Pozner.

Si Konstantin Ernst cherche à intervenir dans le choix des personnes invitées, il propose en général plus des figures issues du monde intellectuel que des hommes ou femmes politiques. On retrouve ici une vision éclairée du censeur, qui rappelle celle de M. de Malesherbes défendant l'Encyclopédie de Diderot : à la fois intégrée à l'appareil d'État mais aussi favorable à la sauvegarde de la pensée critique (Chartier, 1990). Vladimir Pozner développe sa propre conception de ce qu'il appelle « la responsabilité », qui est en fait un sens de ce qui est politiquement dicible en Russie :

Voici comment je vois les choses. Vous êtes responsable de vos paroles. Ce qui ne signifie pas : "je veux le dire et je le dis". C'est la différence entre la liberté et la volonté. En Russie, c'est : "je veux et je le fais" et si je ne le peux pas, c'est que je ne suis pas libre. Eh bien ce n'est pas vrai. La liberté, c'est la responsabilité.

Entretien avec Vladimir Pozner.

Cette conception de « la responsabilité » s'inscrit dans un discours de justification plus large qui porte sur le métier de journaliste à la Première chaîne et sur ses limites pratiques. Vladimir Pozner accepte de se limiter dans ses invitations afin d'augmenter l'audimat de sa

33. Boris Nemtsov a été assassiné à Moscou dans la nuit du 27 au 28 février 2015.



chaîne. Ce même motif l'a également conduit à devoir abandonner une émission qu'il réalisait en 2012 avec son confrère Leonid Parfenov sur la chaîne proche de l'opposition *Dožd'* (Pluie). Si Konstantin Ernst avait au départ accepté cette possibilité, au motif que *Dožd'* ne concurrençait pas la Première chaîne (selon Pozner, 300 000 téléspectateurs à l'époque contre 8 millions pour le show « Pozner »), il a demandé à Vladimir Pozner de choisir entre *Dožd'* et la Première chaîne au moment de reconduire le contrat.

Ainsi, le présentateur est réflexif et lucide sur les conditions contraignantes dans lesquelles il travaille à la Première chaîne. Il a développé différentes manières de gérer cette contrainte, notamment en différenciant les espaces de ses prises de position. S'il contrôle sa parole davantage sur la Première chaîne, il investit d'autres lieux où il s'exprime plus librement : son site pozneronline.ru où il revient sur les entretiens réalisés d'une façon très ouverte, des conférences de presse autour de sa personnalité et dans d'autres espaces médiatiques, comme *Dožd'*³⁴ ou des médias étrangers.

NTV PAR-DELÀ LA CENSURE : VERS DE NOUVEAUX GENRES JOURNALISTIQUES ?

Quelques éléments sur la production de la « zakazuxa » à la chaîne NTV

La chaîne NTV est *a priori* davantage dépendante que la Première d'enjeux économiques puisqu'il s'agit d'une chaîne privée. Elle diffuse un type d'émission qui relève d'un genre journalistique spécifique, lui permettant de satisfaire autant les logiques politiques que commerciales auxquelles elle est soumise sur le plan éditorial. Ses cadres dirigeants recourent ainsi fréquemment à ce que les journalistes appellent la « *zakazuxa* », c'est-à-dire une commande du pouvoir politique.

34. Ainsi, il a pu rencontrer en direct A. Navalny lors des débats à la chaîne *Dožd'*, consacrés à la liberté des médias. Voir « Cenzura v SMI. Debaty Naval'nogo i Poznera » [Censure dans les médias. Débat de Navalny et Pozner], *Tvrain.ru*, 18. 03. 2016, [En ligne] URL : https://tvrain.ru/teleshov/debaty/debaty_navalnogo_i_poznera-405714/



Sur le plan du contenu, ses programmes se caractérisent par une oscillation entre la fiction et la réalité. On peut reprendre ici la formule employée par Michael Palmer (1983, p. 26) qui parlait du « journalisme de l'imagination » pour qualifier les contenus des journaux populaires de la France du XIX^e siècle, mêlant roman-feuilleton, faits divers et chronique quotidienne. L'objectif était à l'époque d'élargir le public en privilégiant le sensationnalisme. Dans le contexte russe contemporain, par certains aspects (le poids de la commande, les tentatives d'imposer une grille de lecture idéologique au public), ces contenus s'inscrivent dans les stratégies médiatiques de discrédit de l'opposition politique.

L'ensemble de ces reportages affichent des apparences de journalisme d'enquête ou d'investigation. Une voix *off* commente sous la forme du scandale un certain nombre d'affaires qui toucheraient les grandes figures de l'opposition ou les hommes politiques disgraciés. La tonalité du commentaire se veut distanciée et objective, tout particulièrement par un recours intensif à la parole experte. L'objectif est de venir moralement disqualifier l'opposition politique en la présentant à la fois comme proche des « agents de l'étranger »³⁵, faible et divisée.

Le journaliste reconnaît en entretien qu'ils sont directement commandés par le Kremlin. Au début des années 2010, ces « *zakazuxi* » relevaient d'une unité spécifique au sein de NTV, distincte de celle en charge de l'information pour les journaux de 19 h et 23 h : il s'agissait de la « direction de la diffusion socio-légale » (*direkcija obščestvenno-pravovogo veščanija*)³⁶. Elle apparaissait comme un univers distinct dans l'organigramme de NTV, mais aussi comme un monde socialement à part au sein du collectif de journalistes de la chaîne :

35. D'un côté, cette catégorie a été mobilisée par l'accusation lors des répressions politiques dans les années 1930-1940 en URSS, de l'autre aujourd'hui c'est un terme juridique qui renvoie aux organisations non-gouvernementales financées par les bailleurs de fond étrangers (dont de nombreuses organisations des droits de l'homme).

36. Entretien avec Alexandr, ancien journaliste de NTV, 19 juin 2013, Moscou.

NTV à ce moment-là avait une structure qui était composée de plusieurs unités, qui n'interagissaient pas l'une avec l'autre. Ça veut dire qu'il y avait cette direction du direct [direkcija prjamogo veščanija], qui gérait les actualités, regroupait tout ce qui sortait [les éditions du journal] à 19 h, à 23 h et ainsi de suite, et c'était aussi le principal plateau en termes d'infrastructure [en charge de la diffusion] – les satellites, les paraboles. Ça c'était eux. Avec eux, on avait des situations d'entraide mais aussi il existait une concurrence interne forte. Et troisième élément de l'histoire, c'était ce qui s'appelait... c'était une drôle d'appellation... la direction de la diffusion socio-légale. Et là, c'était justement les émissions sur le monde du crime [kriminal], des « zakazuxa ». Tout ça c'était fait dedans. Les talk-shows avec de la castration chimique des pédophiles en direct [ironique], c'était eux qui faisaient ça. Et ils travaillaient littéralement de l'autre côté du mur. Mais ils ne discutaient pas avec nous, pas plus que nous avec eux.

Entretien avec Alexandr.

L'évolution des formes narratives : du « kompromat » à « l'Anatomie de la protestation »

Toutes ces productions vidéo obéissent à des logiques de narrations similaires. Elles désignent un adversaire, le plus souvent issu de l'opposition, s'efforcent de le disqualifier au moyen de techniques de *kompromat*, qui visent à le « salir » moralement. Il s'agit de souligner que ses actions ne relèvent pas du désintéressement mais sont financées par des puissances extérieures (États-Unis, Union européenne), les opposants étant également présentés comme des proches des cercles criminels ou en délicatesse avec la loi. Cela dit, cette tendance à disqualifier par les accusations de meurtres ou de complicité de meurtre des acteurs politiques, forte dans les années 1990 (Favarel-Garrigues, 2008), a largement cédé la place à des formes d'humiliations plus ordinaires liées à l'intimité des personnes visées.

– Quand vous parlez de « zakazuxa » à propos de NTV, de quel ordre est cette « zakazuxa » ? D'où vient-elle ? Parce que c'est un terme général, mais ce qu'il y a derrière n'est pas très compréhensible.

– Ce qui est clair, c'est que Anatomija protesta³⁷, c'est une chose qui a « fuité » [slita] de l'administration du Président, du Comité d'investigation ou de quelque

37. *Anatomija Protesta* (Anatomie de la protestation) est un film qui a été diffusé sur la chaîne NTV en mars 2012 mettant en scène le caractère organisé des mouvements de protestation en Russie en 2011-2012.

chose de ce genre. Il est bien entendu que personne n'a attrapé personne en flagrant délit³⁸. De tels films sont faits absolument dans le même moule, il y a un homme qui les fait qui s'appelle Alexei Malkov qui dirige l'émission ČP. Rassledovanie³⁹. Elle sortait de manière non régulière, justement, quand il fallait balancer [babaxnut'] un certain kompromat. C'était toujours terriblement mal fait au niveau technique avec une voix d'outre-tombe etc. C'était toujours réalisé en trois jours [...]. Ils s'investissaient rarement sur quelque chose à l'avance. D'habitude ils recevaient un coup de fil qui leur passait commande d'un film sur tel ou tel sujet. Ils sassoient, ils travaillaient dessus. [...] Comment tout cela fonctionne ? Bah, au téléphone comme partout. Quand il y avait Surkov⁴⁰, c'était clair que cela venait de lui. C'est tout un système qui était taillé sur mesure pour lui, là-dedans il y avait des personnages importants qui s'occupaient des médias, de la Russie unie, genre Aleksej Česnokov [politologue, directeur adjoint de la Direction de la politique intérieure du Président 2001-2008]. Mais, en général, je suis convaincu que ce type de choses, Surkov s'en occupait lui-même en pilotage manuel [...]. Je ne crois pas qu'il y ait derrière ça une histoire extraordinaire de l'émergence de ces films. Il y a une commande, il y a un exécutant.

Entretien avec Aleksandr.

Une des premières productions de ce genre⁴¹, intitulée « Attentat terroriste avec paiement à l'avance » (septembre 2004), aborde la question des financements des attentats terroristes, en mettant l'accent sur l'implication de Mikhaïl Khodorkhovski et de son entreprise Ioukos, qui aurait financé les rebelles tchéchènes⁴². Ce thème est repris en 2005 dans un reportage dénommé « Les bandits de

38. Aleksandr fait très probablement référence à l'épisode de conversation entre supposément Sergej Udaltsov, leader du Front de gauche russe, et supposément un homme politique géorgien Givi Torgamadze, qui auraient comploté pour organiser les « désordres de masse » lors d'une manifestation de l'opposition à Moscou.

39. Alexej Malkov est le réalisateur de plusieurs films qui « démasquent » Mikhaïl Khodorkhovski (cf., par exemple, « Les Bandits de Ioukos »), mais aussi alors président ukrainien Viktor Iouchtchenko, oligarque Boris Berezovskij et un opposant Garry Kasparov (« Qui a commandé le Chaos ? »). En 2007, Aleksej Malkov a reçu la médaille de l'ordre « pour services rendus à la patrie » avec d'autres représentants des médias fédéraux.

40. Vladislav Surkov a été directeur adjoint de l'Administration de Poutine (1999-2008) et premier directeur adjoint de l'Administration de Medvedev (2008-2011).

41. Les films évoqués ici font partie de deux émissions de NTV - ČP. Rassledovanie et Novie russkie sensatsii.

42. Voir, par exemple, Elena Rykovtseva, « Ostankinskaja vyška » [La tour de Ostankino], *Novaja gazeta*, n° 72, 30 septembre 2004, [En ligne] URL : <http://2004.novayagazeta.ru/nomer/2004/72n/n72n-s00.shtml>



Ioukos » avançant que ce même homme d'affaires aurait commandité l'assassinat du maire de la petite ville pétrolière Neftejugansk. En 2013, un « film d'investigation » (*film-rassledovanie*) titré « Meurtre en guise de cadeau » revient sur ce sujet – le maire assassiné est représenté comme un martyr ayant été tué le jour de l'anniversaire de Mikhaïl Khodorkovski – tout comme deux reportages en 2016 (« Les 18 amis de Khodorkovski » et « La caisse noire d'*Open Russia* »). Enfin, une série de sujets sont diffusés afin d'accompagner médiatiquement et justifier le renvoi de l'ancien maire de Moscou Jurij Lužkov : « L'affaire rondement menée 1 », « L'affaire rondement menée 2 », et un film sur sa femme « Chère Elena Nikolaevna ».

Plus tard, un certain nombre de sujets semblent préparer les élections parlementaires⁴³, comme, par exemple, la « Voix de nulle part » (décembre 2011) qui vise à discréditer l'association Golos (*la Voix*) surveillant les élections. Ensuite, plusieurs reportages portent sur l'opposition entre 2010-2012 et sur le mouvement dit du « ruban blanc » contre les falsifications électorales, dans laquelle la série « Anatomie de la protestation » apparaît comme un point culminant. Le premier volet diffusé le 15 mars 2012 soutient que les manifestants ont été payés par l'opposition et que ces mouvements sont soutenus et financés par les États-Unis, alors que le deuxième volet met l'accent sur le danger de la « révolution orange » en Russie et la préparation d'un coup d'État par Sergej Udaltsov, le leader du Front de gauche, et ses partisans.

Après l'adoption de la loi sur les « agents de l'étranger » et le contrôle accru des associations des droits de l'homme, plusieurs émissions sont consacrées aux associations de droits de l'homme comme Memorial⁴⁴ et Amnesty International (« Amnistie de la

43. Ces élections parlementaires se tiennent dans une atmosphère de la légitimité contestée du parti Russie unie dirigé par Vladimir Poutine mais aussi de Vladimir Poutine lui-même censé reprendre le mandat présidentiel après la permutation avec l'ancien président Dmitri Medvedev.

44. Memorial est également l'objet de plusieurs petits reportages dans l'émission « ČP ». Voir, par exemple : « Memorial cache les revenus de la procureure », mars 2013 ; « Les défenseurs des droits de Memorial ont été pris en flagrant délit d'aide aux extrémistes », octobre 2014 sur le site de NTV.



Terreur », novembre 2016), leur lien avec l'étranger, tout particulièrement les États-Unis, et le soutien à l'extrémisme voire au terrorisme. Un reportage (« La reine du Scandale », décembre 2015) est également diffusé sur les leaders d'opposition vus par une fausse journaliste infiltrée dans la rédaction de la radio l'Écho de Moscou.

Le format de ces productions, qui ciblent concrètement un homme ou une femme politique, s'applique au-delà des cas emblématiques de Mikhaïl Khodorkovski et Juri Lužkov : « Une affaire pas correcte »⁴⁵ (septembre 2011) essaie de discréditer l'homme d'affaires Mixail Proxorov en racontant ses liens supposés avec Evgenij Rojzman, ancien député de la Douma d'État, instigateur de la croisade contre la drogue à Ekaterinbourg, connu pour ses opinions libérales qui est représenté comme un ancien bandit ; « Histoire d'amour avec le gouverneur : les mystères de Marija Gajdar et de Nikita Belyx » (septembre 2016) cherche à accuser le couple formé par Marija Gajdar, journaliste et femme politique russe partie travailler en Ukraine comme conseillère de Mikheïl Saakachvili, et Nikita Belyx, alors gouverneur de Kirov emprisonné en juin 2016 pour des faits de corruption ; « Le jour de Kassianov » (avril 2016) vise à compromettre Mixail Kas'janov, ancien Premier ministre et leader actuel du parti d'opposition PARNAS, en diffusant les images de sexe filmées par une caméra cachée ; une série de films sont enfin consacrés à l'avocat Alexeï Navalny, opposant à Vladimir Poutine (« Navalny et sa petite bande », « Citoyen Navalny⁴⁶ » respectivement en décembre 2016 et janvier 2017).

Autrement dit, les « *zakazuxi* » accompagnent régulièrement l'actualité politique du pays et peuvent servir soit d'appui médiatique légitimant les décisions déjà prises (dans le cas de départs ou de renvois des hommes politiques et des fonctionnaires) ou bien d'accom-

45. Le titre repose sur un jeu de mots puisque le parti politique de Proxorov s'appelait « *Pravoe delo* » (Affaire correcte).

46. Il s'agit encore une fois d'un jeu de mots lié au fait d'ajouter un « r » dans le nom de famille de Navalny : « *navrat'* » signifie « mentir », ce qui rapproche phonétiquement le nom de famille « Navalny » au « menteur ».



pagement médiatique délégitimant les personnalités ou les mouvements qui s'opposent au pouvoir actuel. Des schémas classiques, construits dans les années 2000, se sont pérennisés et se répètent d'un cas à l'autre : la vie sexuelle impure des opposants et l'adultère (certains films s'inspirant de la tradition plus ancienne de *kompromat*⁴⁷), le caractère intéressé de l'action protestataire, le financement de l'opposition par l'étranger, le soutien de l'extrémisme voire du terrorisme, la richesse inexplicable des opposants, le cynisme de l'opposition qui manipulerait les gens. L'opposition est également présentée comme intrinsèquement violente, ce qui permet en creux de souligner la non-brutalité de la part des forces de l'ordre. Cet axe de disqualification est surtout utilisé dans le premier épisode d'*Anatomija protesta*.

Le caractère prétendument objectif de ces productions audiovisuelles est renforcé par des insertions d'interviews d'experts. Si les membres de l'opposition sont systématiquement interrogés dans le cadre de leurs actions de protestations, les experts sont convoqués de manière plus statique dans leurs bureaux. Les premiers épisodes traduisent encore une forme d'incertitude entre le journalisme d'investigation et le document à visée politique. Au sujet de la mafia tchéchène, ils n'hésitent pas à recourir aux paroles de deux journalistes d'enquête, dont celles de Paul Xlebnikov (journaliste américain d'origine russe, connu pour ses enquêtes sur l'homme d'affaires Boris Berezovskij) assassiné en 2004. En revanche, par la suite, les sources servent à produire systématiquement et unilatéralement une analyse favorable au pouvoir en place. La vision des experts concorde donc avec le récit de la voix *off*.

Les profils de ces experts présentés d'une façon neutre comme « politologues »⁴⁸ les identifient le plus souvent à des représentants

47. On peut penser au cas du procureur général Jurij Skuratov disqualifié en 1999 par la diffusion d'un reportage réalisé en caméra cachée montrant ses supposés ébats sexuels avec deux femmes. Ce film sort au moment où Jurij Skuratov remet en cause les responsables de la direction des affaires du président Eltsine pour détournement de fonds (Favarel-Garrigues, 2014, pp. 211-213).

48. En Russie, le terme « politologue » n'est pas chargé de la connotation péjorative qu'il peut parfois avoir en France et renvoie au statut de chercheur en science politique.



de *think tanks* ou mouvements proches du pouvoir. Il en va ainsi de la présidente du Fonds historique de perspectives, d'un ancien de la « Jeune garde », mouvement de la jeunesse de la Russie unie, qui travaille pour le site Kremlin.org, d'un organisateur d'un réseau social favorable à Poutine (il est d'ailleurs présenté comme tel), d'un député de Russie unie depuis décembre 2011 également cadre actif de la « Jeune garde », d'un écrivain qui a été une des personnes de confiance mobilisée dans la campagne de Vladimir Poutine en 2012. Valerij Fadeev, le rédacteur en chef du journal *Expert* très favorable au pouvoir, est également interviewé dans *Anatomija Protesta*⁴⁹. À ces « experts », s'ajoutent parfois des universitaires comme Leonid Poljakov, professeur du département de science politique à l'École des hautes études en sciences économiques à Moscou.

CONCLUSION

Si de nombreux commentateurs en Russie et à l'étranger ramènent la complexe réalité médiatique au simple phénomène de « la censure », l'objet de ce chapitre a été de dépasser cette assignation en privilégiant une réflexion sur la pluralité des logiques d'intervention sur les contenus. Parmi celles qui ont cours, on peut distinguer une intervention en amont, qui vise à créer du contenu ou à modeler des images existantes, et une en aval, ayant pour objectif de couper un contenu jugé non conforme à la politique éditoriale de la chaîne.

Si structurellement les chaînes de télévision dites « d'État » (qui appartiennent directement à l'État ou dont les actionnaires majoritaires sont des entreprises proches de l'État) produisent des contenus unilatéralement favorables au régime politique⁵⁰, des

49. Valerij Fadeev est membre du Conseil suprême du parti Russie unie et présentateur à la Première chaîne, notamment du journal télévisé du dimanche. Il dirige également un groupe de travail au sein du Front populaire de Russie (ONF), créé par Vladimir Poutine en 2011, qui réunit les acteurs de la « société civile » russe dans toutes les régions (ONG, syndicats, mouvements de jeunesse, différentes structures d'autoreprésentation des groupes sociaux ou des corps professionnels).

50. Les chaînes fédérales sont davantage associées dans les discours critiques à de la pure propagande depuis le début du conflit militaire avec l'Ukraine. En cas d'interventions



émissions comme « Pozner » représentent une fenêtre d'opportunité pour la critique du pouvoir et des hauts fonctionnaires. En utilisant sa position et sa notoriété de présentateur-vedette, Vladimir Pozner négocie et renégocie constamment les marges de manœuvre de ce qui est dicible sur la Première chaîne. S'il accepte les contraintes éditoriales liées à son émission comme, par exemple, l'impossibilité d'inviter des représentants de l'opposition, ou des interventions directes sur le contenu de ses émissions, il insiste sur l'importance de son audience qu'il privilégie au-delà des idéaux incertains de la « liberté de la parole ».

Dans le cas de la chaîne NTV, certaines productions sont fortement politisées et favorables de manière unilatérale au pouvoir en place. La sélection d'experts conformes aux attentes des producteurs des émissions et aux commandes politiques qui pèsent sur la fabrication de ces contenus participe d'un genre entre réalité et fiction favorisant par la scandalisation qu'il induit des taux élevés d'audience qui en font un genre en soi rentable⁵¹.

La plupart des analyses portant sur les mécanismes de prise de décisions politiques dans la Russie contemporaine cherchent à imputer au Kremlin une fonction d'arbitrage directe dans la production des messages politiques. L'exemple de ces deux émissions révèle une complexité plus grande des circuits de décision : dans le premier cas, l'intervention sur le contenu relève davantage de l'autocensure du PDG de la Première chaîne plutôt que d'un appel venant du Kremlin ; dans le deuxième cas, il s'agit des commandes passées par des acteurs issus du pouvoir politique (administration du président, etc.). Ainsi, à la carte blanche offerte aux réalisateurs des

militaires, l'organisation du système médiatique devient un enjeu important afin de renforcer l'adhésion de la population au régime. Voir Halimi *et al.*, 2014 et également Charon et Mercier, 2004.

51. Ainsi, l'audience du film « Anatomija protesta » lors de sa projection répétée fait la part d'audience (pourcentage des spectateurs de la chaîne parmi tous ceux qui regardent la télévision en ce moment-là) de 15,4 %. « *Povtor Anatomii protesta zainteresoval moskvičej bol'se prem'ery* » [La répétition de Anatomija protesta a intéressé les moscovites plus que la première], Ria.ru, 19.03.2012, [En ligne] URL : <https://ria.ru/20120319/599996381.html>



productions commandées sur NTV, répond un relatif laisser-faire où la coupe s'effectue *ex post* sur la production déjà finalisée.

Ces deux émissions et leur analyse posent donc au-delà une question plus vaste qui est celle des marges de manœuvre dont disposent les producteurs dans cet espace saturé par le politique. Cette question est d'autant plus prégnante que ce type de contraintes s'impose également dans les chaînes proches de l'opposition comme *Dožd'*. Ainsi, celle-ci s'est distinguée en 2016 pour avoir retiré à l'antenne un passage dans lequel une personne interviewée imputait à Elizaveta Glinka, médecin humanitaire et philanthrope, décédée dans un crash d'avion allant en Syrie, la responsabilité morale des guerres dans le Donbass et la Syrie, parce qu'elle légitimait par sa présence (très médiatisée) l'intervention militaire russe⁵².

Autrement dit, il existe des formes de censure dans les médias dits « d'opposition » mais aussi des formes de « liberté » dans les médias d'État. Cet exemple vient nuancer l'opposition binaire qui renvoie la « censure » aux seules chaînes publiques et réserve le « sens critique » aux seuls médias faisant preuve de sympathie à l'égard de l'opposition.

Aucune chaîne n'échappe en effet à ces contraintes de censure, d'autocensure et de dépendances politiques. En revanche, ce travail rappelle la nécessité de sociologiser les différentes marges de manœuvres dont disposent les journalistes en fonction de la position de leur média dans le champ, ainsi que de penser les dépendances et interdépendances des journalistes par rapport aux acteurs d'autres champs sociaux (Chupin & Nollet, 2006), avant même de penser « l'exotisme politique » du contexte russe ou d'autre contexte dit autoritaire (Geisser *et al.*, 2008). Dans les cas étudiés ici, les probabilités de censure varient selon que l'on est Vladimir Pozner ou que l'on travaille pour NTV ou pour *Dožd'*. Il convient ainsi d'éviter tout discours généralisant sur la censure dans les médias télévisuels en

52. « *Dožd'* vyrezal slova Belkovskogo o moral'noj otvetstvennosti Glinki za vojnu v Sirii » [Dožd' a coupé les paroles de Belkovskij sur la responsabilité morale de Glinka de la guerre en Syrie], *Snob.ru*, 28.12.2016, [En ligne] URL : <https://snob.ru/selected/entry/118802>

Russie afin de montrer, au cas par cas, la complexité des rapports de force qui se jouent dans cet espace à la fois sous contraintes politiques, techniques et économiques.

BIBLIOGRAPHIE

- ARXIPOVA Alexandra & ALEKSEEVSKIJ Mixail (dir.) (2014), *My ne nemy ! Antropologija protesta v Rossii 2011-2012* [On n'est pas muets ! Anthropologie de la protestation en Russie en 2011-2012], Tartu : ELM.
- AZHGIKHINA Nadezhda (2011), « Censorship in Russia : Old and New Faces », *World Literature Today*, vol. 85, n° 6, pp. 34-39.
- BECKER Jonathan A. (1999), *Soviet and Russian press coverage of the United States: Press, politics and identity in transition*, New York: St. Martin's Press Inc.
- BELIN Laura (2001), « Political Bias and Self-censorship in the Russian media », in Archie Brown (ed), *Contemporary Russian Politics: A reader*, Oxford: Oxford University Press, 2001, pp. 323-342.
- BELIN Laura (2002), « The Russian Media in the 1990s », *The Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 18, n° 1, pp. 139-160.
- BIKBOV Alexandre (2012), « The methodology of studying “spontaneous” street activism (Russian protests and street camps, december 2011-july 2012) », *Laboratorium*, n° 2, pp. 275-284.
- BLJUM Arlen (1994), *Za kulisami “Ministerstva Pravdy”: Tajnaja istoriia sovetsoj cenzury, 1917–1929* [Dans les coulisses du « Ministère de la Vérité » : L'histoire secrète de la censure soviétique], Saint-Pétersbourg : Akademičeskij proekt.
- BLJUM Arlen (2000), *Sovetskaja cenzura v epoxu total'nogo terrora, 1929–1953* [La censure soviétique à l'époque de la terreur totale, 1929-1953], Saint-Pétersbourg : Akademičeskij proekt.
- BOYD-BARRETT Oliver (2017), « Ukraine, mainstream media and conflict propaganda », *Journalism studies*, vol. 18, n° 8, pp. 1016-1034.
- BURRETT Tina (2010), *Television and Presidential Power in Putin's Russia*, New York: Routledge.
- CHAMPAGNE Patrick & MARCHETTI Dominique (dir.) (2002), « Censures visibles, censures invisibles », *Dossiers de l'audiovisuel*, n° 106.
- CHARON Jean-Marie & MERCIER Arnaud (dir.) (2004), *Armes de communication massives. Informations de guerre en Irak, (1991-2003)*, Paris : CNRS éditions.

- CHARTIER Roger (1990), *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris : Le Seuil.
- CHUPIN Ivan & DAUCÉ Françoise (2017), « Termination of Journalists' Employment in Russia: Political Conflicts and Ordinary Negotiation Procedures in Newsrooms », *Laboratorium: Russian Review of Social Research*, vol. 9, n° 2, pp. 39-58.
- CHUPIN Ivan & NOLLET Jérémie (dir.) (2006), *Journalisme et dépendances*, Paris : L'Harmattan.
- COLLOVALD Annie (2002), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in Annie COLLOVALD, Marie-Hélène LECHEN, Sabine ROZIER & Laurent WILLEMEZ (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, pp. 177-229.
- DAUCÉ Françoise (2017), « *Političeskie konflikty vokrug interneta v Rossii: kejs instrumenta «Jandeks. Novosti»* [Conflits politiques autour d'Internet en Russie *Političeskie konflikty vokrug interneta v Rossii: le cas de « Jandeks. Novosti »*], *Laboratorium: Russian Review of Social Research*, vol. 9, n° 2, pp. 112-132.
- DAUCÉ Françoise (2012), « Les journalistes soviétiques durant la glasnost à travers l'exemple des animateurs de l'émission Vzgliad », *Revue Russe*, n° 38, pp. 69-82.
- DIAMOND Larry Jay (2002), « Thinking about hybrid regimes », *Journal of democracy*, vol. 13, n° 2, pp. 21-35.
- DURAND Pascal, HÉBERT Pierre, MOLLIER Jean-Yves & VALLOTON François (2006), *La Censure de l'imprimé. Belgique, France, Québec et Suisse romande. XIX^e et XX^e siècles*, Québec : Nota Bene.
- ELLIOTT Philip, MURDOCK Graham & SCHLESINGER Philip (1983), *Televising Terrorism: Political violence in Popular Culture*, London: Sage.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles (2008), « Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie », in Gilles FAVAREL-GARRIGUES & JEAN-LOUIS BRIQUET, *Milieux criminels et pouvoirs politiques. Les ressorts illicites de l'État*, Paris : Karthala, pp. 187-218.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles (2014), « Pouvoir et coercition en Russie : des entrepreneurs de violence à la "dictature de la loi" », mémoire pour l'HDR, Sciences Po Paris, vol. 2.

- FOSSATO Floriana (2005), « La télévision : média du pouvoir », *Pouvoirs*, 2005, vol. 1, n° 12, pp. 46-61.
- GEISSER Vincent, DABÈNE Olivier & MASSARDIER Gilles (2008), « La démocratisation contre la démocratie », in Olivier Dabène et al., *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris : La Découverte, pp. 7-26.
- HALIMI Serge (1997), *Les nouveaux chiens de garde*, Paris : Liber.
- HALIMI Serge, VIDAL Dominique, MALER Henri & RAYMOND Mathias (2014), *L'opinion, ça se travaille, Les médias et les "guerres justes"*, Marseille : Agone.
- HOU Sophie (2017), « Le développement des flux de gaz naturel en Russie orientale : le modèle de Gazprom à l'épreuve ? », *Géocarrefour*, vol.91, n° 3, [En ligne] <https://journals.openedition.org/geocarrefour/10232>
- HUMAN RIGHTS WATCH (2017), *Online and On All Fronts. Russia's Assault on Freedom of Expression*, 2017, [En ligne] <https://www.hrw.org/report/2017/07/18/online-and-all-fronts/russias-assault-freedom-expression>
- KOLTSOVA Olessia (2006), *News Media and Power in Russia*, London: Routledge.
- KOLTSOVA Elena (2000), « Change in the coverage of the Chechen wars: reasons and consequences », *Javnost-The Public*, vol. 7, n° 3, pp. 39-54.
- LEVITSKY Steven & Lucan A. WAY (2010), *Competitive authoritarianism: Hybrid regimes after the Cold War*, Cambridge: Cambridge University Press.
- LIPMAN Maria, KACHKAEVA Anna & POYKER Michael (2018), « Media in Russia: Between Modernization and Monopoly », in Treisman Daniel, *The New Autocracy: Information, Politics, and Policy in Putin's Russia*, Washington D.C.: Brookings Institution Press, pp. 159-191.
- LUTSENKO Aleksandr (2018), *(In)soumissions en direct. Enquête sur la production d'une autorité "absolue" du chef de l'Etat dans la Russie contemporaine (1990-2018)*, Paris : thèse de sociologie soutenue à l'EHESS, décembre.
- MALINKINA Olga V. & MCLEOD Douglas M. (2000), « From Afghanistan to Chechnya: News Coverage by Izvestia and the New York Times », *Journalism & Mass Communication Quarterly*, vol. 77, n° 1, pp. 37-49.
- MAMÈRE Noël (1988), *La dictature de l'audimat*, Paris, La Découverte.
- MARTIN Laurent (dir.) (2016), *Les censures dans le monde, XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

- MICKIEWICZ Ellen (2008), *Television, Power and the Public in Russia*, Cambridge: Cambridge University Press.
- MICKIEWICZ, Ellen (1999), *Changing channels: Television and the struggle for power in Russia*, Durham: Duke University Press.
- MUNCK Gerardo L. & VERKUILEN Jay (2002), « Conceptualizing and Measuring Democracy. Evaluating Alternative Indices », *Comparative Political Studies*, vol. 35, n° 1, pp. 5-34.
- NIKOLSKI Vera (2010), « La légitimation du rôle présidentiel de Vladimir Poutine. Dispositif médiatique et fabrication de l'image du "bon tsar" », *Réseaux*, n° 164, pp. 197-224.
- OATES Sarah (2017), « Kompromat Goes Global?: Assessing a Russian Media Tool in the United States », *Slavic Review*, vol. 76, n° S1, pp. S57-S65.
- OATES Sarah (2013), *Revolution Stalled. The political Limits of the Internet in the Post-Soviet Sphere*, Oxford, New York: Oxford University Press.
- OATES Sarah (2007), « The Neo-Soviet Model of Media », *Europe-Asia Studies*, vol. 59, n° 8, pp. 1279-1297.
- OATES Sarah (2006), *Television, democracy and elections in Russia*, New York: Routledge.
- PALMER Michael (1983), « Naissance des quotidiens à grand tirage », *Des petits journaux aux grandes agences, Naissance du journalisme moderne*, Paris : Aubier, pp. 23-63.
- PLAMPER Jan (2001), « Abolishing Ambiguity: Soviet Censorship Practices in the 1930s », *The Russian Review*, vol. 60, n° 4, pp. 526-44.
- POMERANTSEV Peter (2014), *Nothing is true and everything is possible: Adventures in Modern Russia*, New York: Public Affairs.
- POZNER Vladimir (2015), *Adieu aux illusions. Une vie entre la Russie et l'Amérique*, Paris : Les Éditions Noir sur Blanc.
- RODINA Elena (2015), « State - and Independently- Owned Media in Chechnya: Regulation of the Press in the Absence of the Formal State Censorship », Intervention dans le cadre du colloque « Publier autrement » de l'EHESS, Paris, 1^{er}-2 octobre.
- SAKWA Richard (2017), « The trials of Khodorkovsky in Russia », in Jens MEIERHENICH, Devin O. PENDAS (ed.), *Political Trials in Theory and in History*, Cambridge: Cambridge University Press.

- SIMONS Greg & STROVSKY Dmitry (2006), « Censorship in Contemporary Russian Journalism in the Age of the War Against Terrorism », *European journal of Communication*, vol. 21, n° 2, pp. 189-211.
- STROVSKY Dmitry (2015), « The Russian Media Coverage of the “Ukrainian issues” : the Priorities of Informing », *Studies in Media and Communication*, vol 3, n° 1, pp. 98-108.
- SVETOVA Zoïa (2009), « La liberté de la presse n’est plus ce qu’elle était ! », *Revue Russe*, n° 33, pp. 131-136.
- VARTANOVA Elena, VYRKOVSKY Andrei, MAKEENKO Mikhail & SMIRNOV Sergey (2016), « The Russian Media Industry in ten Years: Industrial Forecasts », *Westminster Paper in Communication and Culture*, vol. 11, n° 1, p. 65–84.
- ZASSOURSKY Ivan (2004), *Media and Power in Post-Soviet Russia*, New York: M.e Sharpe.
- ZAKHAROVA Maria & PAUTHE Nicolas (2016), « La liberté de la presse et des médias en Russie », *Droit et société*, vol. 2, n° 93, pp. 437-452.

